



REGLEMENT DE PREVOYANCE

Plan de prévoyance salarié (AN)

Etat au 01.01.2011 (plan de prévoyance 2005 + annexe 2011)

Le présent plan de prévoyance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2005 pour toutes les personnes assurées dans le plan de prévoyance AN. Il concerne les mesures de prévoyance professionnelle définies dans les Dispositions générales du règlement. Vous pouvez vous procurer les Dispositions générales (= 2^e partie du règlement) auprès de l'agence compétente.

Sommaire

Chapitre 1	Personnes assurées	1
Art. 1	Cercle des personnes assurées	1
Art. 2	Admission dans le cercle des personnes assurées	1
Chapitre 2	Bases de calcul.....	1
Art. 3	Age déterminant, âge de la retraite.....	1
Art. 4	Salaires assuré	1
Art. 5	Cotisation de risque	1
Art. 6	Cotisation de frais de gestion.....	1
Art. 7	Cotisation d'épargne	1
Art. 8	Montant de l'épargne	1
Art. 9	Taux de conversion	2
Chapitre 3	Prestations de prévoyance	2
Section 1	Prestations de vieillesse	2
Art. 10	Rente de vieillesse.....	2
Art. 11	Rente pour enfant de personne retraitée.....	2
Art. 12	Dissolution du compte de rachat	3
Art. 13	Adaptation à l'évolution des prix	3
Section 2	Prestations en cas d'invalidité.....	3
Art. 14	Rente d'invalidité	3
Art. 15	Rente pour enfant d'invalidité.....	3
Art. 16	Exonération du paiement des cotisations.....	3
Art. 17	Dissolution du compte de rachat	3
Art. 18	Adaptation à l'évolution des prix	4
Section 3	Prestations en cas de décès	4
Art. 19	Rente de conjoint	4
Art. 20	Rente d'orphelin.....	4
Art. 21	Capital décès	4
Art. 22	Dissolution du compte de rachat	4
Art. 23	Adaptation à l'évolution des prix	4
Chapitre 4	Libre passage	4
Art. 24	Prestation de sortie.....	4
Art. 25	Prolongation de la couverture d'assurance	5
Chapitre 5	Encouragement à la propriété du logement	5
Art. 26	Versement anticipé et mise en gage.....	5
Art. 27	Assurance complémentaire.....	5
Chapitre 6	Financement.....	5
Art. 28	Cotisation annuelle	5
Art. 29	Prestation de sortie versée, versements uniques.....	5
Art. 30	Rachat des prestations réglementaires complètes.....	5
Art. 31	Autres types de versement unique	6
Art. 32	Cotisations uniques de frais de gestion	6
Annexe.....		7
Règlement relatif aux cotisations.....		7
Taux de conversion.....		7
Cotisations uniques de frais de gestion.....		7
Rachat des prestations réglementaires complètes.....		8

Chapitre 1 Personnes assurées

(cf. chapitre 2 des Dispositions générales)

Art. 1 Cercle des personnes assurées

Sont assurés dans ce plan de prévoyance, tous les salariés des entreprises affiliées à la Fondation, pour autant que ces personnes perçoivent un salaire annuel soumis à la LPP.

Art. 2 Admission dans le cercle des personnes assurées

¹ La couverture de prévoyance débute le jour où la personne assurée commence ou aurait dû commencer le travail d'après son contrat, mais en tout cas dès le moment où elle se rend à son lieu de travail, au plus tôt cependant le 1er janvier suivant ses dix-sept ans révolus.

² Lors de son admission dans la Fondation, chaque personne assurée reçoit un certificat de prévoyance contenant les données la concernant. Un nouveau certificat de prévoyance est établi le 1er janvier de chaque année et systématiquement après toute modification extraordinaire du salaire en cours d'année. Ce certificat remplace tous les précédents.

Chapitre 2 Bases de calcul

(cf. chapitre 3 des Dispositions générales)

Art. 3 Age déterminant, âge de la retraite

¹ L'âge déterminant pour la prévoyance est égal à la différence entre l'année civile en cours et l'année de naissance.

² L'âge de la retraite est atteint le premier jour du mois qui suit le 65e anniversaire (hommes) ou le 64e anniversaire (femmes).

Art. 4 Salaire assuré

Le salaire assuré correspond au salaire coordonné conformément à l'art. 8 LPP.

Art. 5 Cotisation de risque

La cotisation de risque servant au financement des droits à des prestations d'invalidité et de survivants jusqu'à l'âge de la retraite ordinaire (y compris la cotisation pour l'adaptation des rentes d'invalidité et de survivants à l'évolution des prix et la cotisation au fonds de garantie) est définie en pourcentage du salaire assuré (cf. règlement relatif aux cotisations).

Art. 6 Cotisation de frais de gestion

La cotisation de frais de gestion servant au financement de la prévoyance professionnelle est définie en pourcentage du salaire assuré (cf. règlement relatif aux cotisations).

Art. 7 Cotisation d'épargne

La cotisation d'épargne servant au financement des droits aux prestations de vieillesse est définie en pourcentage du salaire assuré (cf. règlement relatif aux cotisations).

Art. 8 Montant de l'épargne

¹ Le montant de l'épargne se compose:

- a. du montant de l'épargne figurant sur le compte de vieillesse;
- b. du montant de l'épargne figurant sur le compte de rachat.

² Le montant de l'épargne figurant sur le compte de vieillesse se compose:

- a. des prestations de sortie transférées, dans la limite du montant prévu au moment de l'admission pour financer les prestations réglementaires complètes (cf. art. 30);
- b. des bonifications d'épargne personnelles;
- c. des versements éventuels;
- d. des intérêts crédités sur ces montants selon les prescriptions du Conseil fédéral pour la LPP.

³ Le montant de l'épargne figurant sur le compte de rachat se compose:

- a. de la partie des prestations de sortie transférées qui n'est pas requise pour le financement des prestations réglementaires complètes;
- b. des versements éventuels;
- c. des intérêts crédités sur ces montants selon les prescriptions du conseil de fondation.

Art. 9 Taux de conversion

¹ Les taux de conversion sont fixés par le conseil de fondation. Ils peuvent être réexaminés à tout moment et adaptés aux nouvelles données.

² Les dispositions conformes à la LPP doivent toujours être respectées.

Chapitre 3 Prestations de prévoyance (cf. chapitre 4 des Dispositions générales)

Section 1 Prestations de vieillesse

Art. 10 Rente de vieillesse

¹ La rente de vieillesse est due lorsque la personne assurée atteint l'âge de la retraite conformément à l'art. 3.

² Le montant de la rente de vieillesse de la personne assurée est déterminé en fonction du montant de l'épargne disponible sur son compte de vieillesse au moment où elle prend sa retraite, et du taux de conversion en vigueur à cette date, conformément à l'art. 9.

³ La personne assurée peut percevoir sous forme de capital soit l'intégralité de sa prestation de vieillesse soit un quart de cette dernière. La demande doit en être adressée à la Fondation au plus tard six mois avant l'âge de la retraite. Elle est irrévocable.

⁴ Si la personne assurée est mariée au moment du versement, la déclaration n'est valable que s'il existe un consentement écrit du conjoint. La Fondation peut exiger une authentification de la signature par un notaire.

⁵ Si la prestation de vieillesse est perçue partiellement ou intégralement sous la forme d'un capital, les droits aux prestations pour survivants se réduisent d'autant.

⁶ La rente de vieillesse prévue, figurant sur le certificat de prévoyance, est calculée de la même manière que la rente d'invalidité, conformément à l'art. 14.

Art. 11 Rente pour enfant de personne retraitée

¹ La rente pour enfant de personne retraitée est due lorsque la personne assurée atteint l'âge de la retraite conformément à l'art. 3 et qu'elle a des enfants justifiant le droit à la rente.

² La rente pour enfant de personne retraitée s'élève à 20% de la rente de vieillesse en cours.

Art. 12 Dissolution du compte de rachat

Le montant de l'épargne figurant sur le compte de rachat est versé sous forme de capital au moment du départ à la retraite.

Art. 13 Adaptation à l'évolution des prix

Les rentes de vieillesse sont adaptées à l'évolution des prix, dans la mesure des possibilités financières de la Fondation.

Section 2 Prestations en cas d'invalidité

Art. 14 Rente d'invalidité

¹ La rente d'invalidité est due généralement dès la perception de la rente d'invalidité de l'AI.

² Le calcul de la rente d'invalidité se fonde sur l'avoir qui se compose:

- a. du montant de l'épargne acquise par la personne assurée avant la naissance de son droit à une rente d'invalidité et figurant sur son compte de vieillesse, et
- b. de la somme des bonifications d'épargne futures, relatives aux années manquantes jusqu'à l'âge de la retraite, sans les intérêts. Ces bonifications d'épargne sont calculées sur la base du dernier salaire coordonné de la personne assurée pour une activité exercée à 100%.

³ Si la personne assurée est devenue invalide au sens de l'AI, le montant de la rente d'invalidité est défini en fonction de cet avoir déterminant et du taux de conversion valable pour cette personne à la date de sa retraite, conformément à l'art. 9.

Art. 15 Rente pour enfant d'invalides

¹ Une rente pour enfant d'invalides est due en même temps que la rente d'invalidité pour autant que la personne assurée a des enfants justifiant le droit à la rente.

² La rente pour enfant d'invalides s'élève à 20% de la rente d'invalidité en cours.

Art. 16 Exonération du paiement des cotisations

¹ Les personnes en incapacité de travail sont exonérées de l'obligation de cotiser trois mois après le début de leur incapacité de travail et jusqu'à sa suppression, en fonction de leur degré d'incapacité de travail.

² Pour chaque nouveau cas d'incapacité de travail, le délai d'attente recommence à courir depuis le début. En revanche, si, au cours de la même année, la personne se retrouve en incapacité de travail pour les mêmes raisons (récidive), les jours pris en compte au titre de l'incapacité de travail précédente sont déduits du délai d'attente. Les éventuelles modifications de prestations survenues entretemps ne sont alors pas prises en considération.

Art. 17 Dissolution du compte de rachat

Si la personne assurée perçoit une rente entière d'invalidité de l'AI, le montant de l'épargne figurant sur son compte de rachat lui sera versé à la date à laquelle elle commencera à percevoir sa rente d'invalidité.

Art. 18 Adaptation à l'évolution des prix

Les rentes d'invalidité sont adaptées à l'évolution des prix selon les dispositions de la LPP. La Fondation peut compenser le droit à l'adaptation des parties LPP à l'évolution des prix par un droit à des prestations surobligatoires.

Section 3 Prestations en cas de décès

Art. 19 Rente de conjoint

¹ La rente de conjoint est due lors du décès d'une personne assurée mariée.

² Le montant de la rente de conjoint est égal:

- a. en cas de décès d'une personne assurée active, à 60% de la rente d'invalidité assurée;
- b. en cas de décès d'une personne retraitée ou invalide, à 60% de la dernière rente de vieillesse ou d'invalidité versée.

³ Les al. 1 et 2 s'appliquent par analogie si une rente est versée au conjoint divorcé.

Art. 20 Rente d'orphelin

¹ Une rente d'orphelin est due lorsqu'une personne assurée décède et laisse des enfants ayants droit.

² Le montant de la rente d'orphelin est égal:

- a. en cas de décès d'une personne assurée active, à 20% de la rente d'invalidité assurée;
- b. en cas de décès d'une personne retraitée ou invalide, à 20% de la dernière rente de vieillesse ou d'invalidité versée.

Art. 21 Capital décès

Un capital décès est versé si une personne assurée décède avant d'avoir perçu sa rente de vieillesse ou d'invalidité et qu'il n'existe aucun droit à une rente de conjoint ou à une rente pour conjoint divorcé. Le montant du capital décès est égal au montant de l'épargne disponible sur le compte de vieillesse, à la date du décès. Une éventuelle prestation en capital en faveur du conjoint ou du conjoint divorcé, conformément à l'art. 20 des Dispositions générales, est prise en compte.

Art. 22 Dissolution du compte de rachat

En cas de décès de la personne assurée, le montant de l'épargne disponible sur son compte de rachat, à la date de son décès, est versé sous forme de capital.

Art. 23 Adaptation à l'évolution des prix

Les rentes de survivants sont adaptées à l'évolution des prix selon les dispositions de la LPP. La Fondation peut compenser le droit à l'adaptation des parties LPP à l'évolution des prix par un droit à des prestations surobligatoires.

Chapitre 4 Libre passage (cf. chapitre 5 des Dispositions générales)

Art. 24 Prestation de sortie

Si une personne quitte de façon prématurée le cercle des personnes assurées, elle a droit à une prestation de sortie. Cette dernière est égale au montant de l'épargne disponible sur les comptes de vieillesse et de rachat de la personne assurée, à la date de sa sortie.

Art. 25 Prolongation de la couverture d'assurance

Après sa sortie, la personne assurée demeure assurée pendant un mois dans le cadre de la Fondation pour les risques de décès et d'invalidité. Si elle est engagée dans le cadre d'un nouveau contrat de travail avant l'expiration de ce délai, c'est la nouvelle institution de prévoyance qui est compétente.

Chapitre 5 Encouragement à la propriété du logement

(cf. chapitre 6 des Dispositions générales)

Art. 26 Versement anticipé et mise en gage

¹ En vue de financer la propriété d'un logement pour ses propres besoins, la personne assurée a la possibilité, compte tenu des dispositions légales en la matière, de demander la mise en gage ou le versement anticipé de capitaux de prévoyance de la Fondation.

² Les frais administratifs induits par le versement anticipé et la mise en gage sont à la charge de la personne assurée (cf. art. 32).

Art. 27 Assurance complémentaire

La Fondation offre à la personne assurée la possibilité de conclure sur demande une assurance complémentaire afin de combler les lacunes de prévoyance causées par le versement anticipé en cas d'invalidité ou de décès.

Chapitre 6 Financement

(cf. chapitre 7 des Dispositions générales)

Art. 28 Cotisation annuelle

¹ La cotisation encaissée par la Fondation correspond à la somme de la cotisation de risque (cf. art. 5), de la cotisation de frais de gestion (cf. art. 6) et de la cotisation d'épargne (cf. art. 7).

² La cotisation est payée pour moitié par l'employeur et pour moitié par la personne assurée. Une répartition plus avantageuse pour la personne assurée est possible.

Art. 29 Prestation de sortie versée, versements uniques

¹ La prestation de sortie provenant de l'institution de prévoyance de l'employeur précédent ainsi que les droits existant auprès d'institutions de libre passage (compte ou police de libre passage) doivent être transférés à la Fondation. Ils sont crédités sur le compte de vieillesse en tant que prestation d'entrée.

² Si la prestation de sortie transférée dépasse la somme de rachat maximale autorisée au moment de l'admission, conformément à l'art. 30, la partie en excédent est portée au crédit du compte de rachat.

Art. 30 Rachat des prestations réglementaires complètes

¹ La personne assurée a la possibilité de racheter les prestations réglementaires complètes.

² Le montant de la somme de rachat maximale autorisée est défini par le conseil de fondation en accord avec les dispositions correspondantes dans la loi et les ordonnances. Il peut être réexaminé à tout moment et adapté aux nouvelles données.

³ Le montant de rachat est porté au crédit du compte de vieillesse.

Art. 31 Autres types de versement unique

D'autres types de versement unique tels que le remboursement d'un versement anticipé sont portés au crédit du compte de vieillesse ou du compte de rachat.

Art. 32 Cotisations uniques de frais de gestion

¹ Les frais liés à des prestations administratives spécifiques sont à la charge de la personne assurée.

² Les montants des frais sont fixés par le conseil de fondation. Ils peuvent être réexaminés à tout moment et adaptés aux nouvelles données.

Annexe

Règlement relatif aux cotisations

A partir du 1er janvier 2011, les taux de cotisation suivants seront appliqués:

Âge	Cotisation totale		Cotisation d'épargne		Cotisation de risque		Cotisation de frais	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
18 – 24	3.6 %	3.1 %	0.0 %	0.0 %	2.2 %	1.7 %	1.4 %	1.4 %
25 – 34	12.1 %	11.6 %	7.0 %	7.0 %	3.7 %	3.2 %	1.4 %	1.4 %
35 – 44	16.9 %	18.4 %	10.0 %	10.0 %	5.5 %	7.0 %	1.4 %	1.4 %
45 – 54	23.4 %	25.6 %	15.0 %	15.0 %	7.0 %	9.2 %	1.4 %	1.4 %
55 –	23.4 %	25.5 %	18.0 %	18.0 %	4.0 %	6.1 %	1.4 %	1.4 %

Si une personne assurée ne bénéficie pas d'une assurance accidents, les taux de cotisation de risque de ladite personne seront majorés de 0.3 point.

La cotisation pour les frais de gestion se monte à CHF 72 au minimum et à CHF 480 au maximum.

Conformément à la décision du conseil de fondation du 17 septembre 2010. Le conseil de fondation se réserve le droit de modifier le règlement relatif aux cotisations. Toute modification sera annoncée avant son entrée en vigueur.

Taux de conversion

A partir du 1er janvier 2005, le taux de conversion en vigueur est de 6.8% pour les femmes et pour les hommes atteignant l'âge de la retraite, soit respectivement 64 et 65 ans. Par dérogation, les personnes nées entre 1939 et 1948 se verront appliquer les taux de conversion suivants:

Année de naissance	Femmes	Hommes	Année de naissance	Femmes	Hommes
1939	–	7.20 %	1944	7.10 %	7.05 %
1940	–	7.15 %	1945	7.00 %	7.00 %
1941	7.20 %	7.10 %	1946	6.95 %	6.95 %
1942	7.20 %	7.10 %	1947	6.90 %	6.90 %
1943	7.15 %	7.05 %	1948	6.85 %	6.85 %

Conformément à la décision du conseil de fondation du 9 juin 2004. Le conseil de fondation se réserve le droit de modifier les taux de conversion. Toute modification sera annoncée avant son entrée en vigueur.

Cotisations uniques de frais de gestion

Les frais administratifs induits par un versement anticipé ou une mise en gage sont à la charge de la personne assurée. A partir du 1er janvier 2005, les montants des frais seront les suivants:

Calcul d'offre pour un versement anticipé	CHF	100
Versement anticipé	CHE	300
Mise en gage	CHF	100
Réalisation du gage	CHF	300

Conformément à la décision du conseil de fondation du 17 août 2004. Le conseil de fondation se réserve le droit de modifier le règlement relatif aux frais destinés à couvrir les tâches administratives extraordinaires. Toute modification sera annoncée avant son entrée en vigueur.

Rachat des prestations réglementaires complètes

A partir du 1er janvier 2005, les pourcentages suivants sont déterminants pour le calcul du montant de rachat maximal possible:

Âge	Taux maximal	Âge	Taux maximal	Âge	Taux maximal
25	7 %	39	132 %	53	365 %
26	14 %	40	144 %	54	386 %
27	21 %	41	156 %	55	409 %
28	29 %	42	169 %	56	434 %
29	36 %	43	181 %	57	458 %
30	44 %	44	194 %	58	483 %
31	51 %	45	212 %	59	508 %
32	59 %	46	230 %	60	534 %
33	67 %	47	249 %	61	560 %
34	75 %	48	267 %	62	586 %
35	86 %	49	286 %	63	613 %
36	97 %	50	306 %	64	640 %
37	109 %	51	325 %	65	668 %
38	120 %	52	345 %		

Le montant de rachat maximal possible est égal au taux maximal multiplié par le salaire assuré actuel. L'avoir de vieillesse disponible en est déduit. Un éventuel versement anticipé est pris en compte.

La personne assurée doit se renseigner elle-même sur le montant de rachat déductible des impôts.

Exemple:

Age de cotisation (année civile moins année de naissance)		50 Jahre
Salaire assuré	CHF	40'000
Etat du capital épargne	CHF	50'000
Montant maximal (306 % x 40'000)	CHF	122'400
Rachat possible (122'400 - 50'000)	CHF	72'400

Conformément à la décision du conseil de fondation du 17 août 2004. Le conseil de fondation se réserve le droit de modifier le montant maximal possible de la somme de rachat. Toute modification sera annoncée avant son entrée en vigueur.